

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Procédure adaptée ouverte
Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

MARCHE N°2569R01MP

**ACCORD-CADRE POUR L'ÉLABORATION ET MISE À
JOUR DE CARTOGRAPHIES DES RISQUES
D'ATTEINTES À LA PROBITÉ ET PLANS D' ACTIONS**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRALE D'ACHATS

CCI DE REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

32 Quai Perrache - CS10015

69286 LYON CEDEX 02

Site internet : www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule régionale de la commande publique : marches@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

SOMMAIRE

Contexte	4
1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Périmètre	5
1.3 - Décomposition du contrat	6
1.4 - Type d'accord-cadre	6
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	6
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	7
2 - Pièces contractuelles.....	7
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel	7
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 - Durée du contrat	8
5.2 - Reconduction	8
5.3 – Délais d'exécution	8
6 - Prix	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
6.2 - Modalités de variation des prix.....	9
6.3 - Clause butoir.....	9
6.4 - Clause de sauvegarde	9
6.5 - Clauses seuil de déclenchement	9
7 - Garanties Financières	10
8 - Avance	10
9 - Modalités de règlement des comptes	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.3 - Délai global de paiement.....	11
9.4 - Paiement des cotraitants.....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
10 - Vérifications et décision après vérification	12
11 – Arrêt de l'exécution par phase	12
12 - Droit de propriété intellectuelle	12
13 - Pénalités.....	13
13.1 - Pénalités de retard.....	13
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	14
14 - Assurances.....	14
15 - Clause de réexamen	14
16 - Résiliation du contrat	15
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	15
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	15
17 - Règlement des litiges et langues.....	16
18 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	16
19 - Dérogations	16
20 – Clauses techniques particulières	16
20.1 - Prestations attendues et méthodologie d'intervention.....	16
20.2 - Méthodologie d'intervention	17
20.2.1 - Phase préparatoire : état des lieux, réunion de lancement et formation	17
20.2.2 - Phases 1 et 2 – Élaboration d'une cartographie de risques commune à toutes les CCI, de la CCI de région et des fonctions supports, et plans d'actions de base.....	18

20.2.3 - Phase 3 – Assistance à l'adaptation de la cartographie et plan d'actions de base pour chaque CCI avec restitution	19
20.2.4 - Phase 4 – Préfiguration d'un code de conduite régional	19
20.2.5 - Phase 5 – Formation du personnel CCI à la mise à jour de la cartographie et du plan d'action	19
20.2.6 - Phase 6 - Mise à jour des cartographies	19
20.2.7 - Phase 7 - Prestations annexes	19
20.3 - Obligation de confidentialité	19
20.4 - Obligation du titulaire	20
20.5 - Interlocuteurs des CCI et du titulaire	20
20.6 - Livrables : modalités de remise et formats acceptés	20

Contexte

La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II, a créé l'Agence Française Anti-corruption (AFA) qui aide les autorités compétentes et les personnes qui y sont confrontées à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme.

Dans ce cadre, CCI France a élaboré avec l'AFA un guide pratique à destination du réseau consulaire afin que chaque CCI développe son dispositif anticorruption. Ce guide a pour objet la mise en place d'un dispositif de prévention et de détection des atteintes à la probité auprès des CCI.

Le réseau des CCI de la région Auvergne-Rhône-Alpes souhaitent poursuivre activement cette démarche en mettant en place un dispositif de maîtrise des risques cohérent et harmonisé au niveau régional, tel que préconisé par le guide pratique susmentionné.

Dans une logique préventive et corrective, ces cartographies des risques permettront aux CCI de la région Auvergne-Rhône-Alpes de construire leur management des risques sur des bases objectives et avec une capacité à paramétrer les mesures correctives, tout en tenant compte de l'urgence de certaines situations ainsi que des moyens humains et financiers à y consacrer.

Présentation du réseau des CCI Auvergne-Rhône-Alpes : voir Annexe 2

Présentation des fonctions supports au niveau régional :

Le réseau des CCI Auvergne-Rhône-Alpes s'appuie sur des fonctions supports mutualisées au niveau régional, ayant pour enjeux des services support performants et efficaces.

Cette organisation régionale couvre notamment les fonctions SI, Finances / Achats, RH.

La mutualisation des fonctions supports – CCI AUVERGNE-RHONE-ALPES

Pour la DSI :

- La gestion du support aux utilisateurs,
- La gestion de la sécurité informatique,
- La gestion des infrastructures informatiques,
- La gestion des applications et des logiciels

Pour la DAF :

- La comptabilité générale et analytique,
- Le contrôle et suivi budgétaire,
- Le contrôle de gestion et l'audit

Achats / commande publique :

- Les marchés régionaux centralisés
- Les marchés régionaux mutualisés (centrale d'achat)
- Les marchés locaux
- La conformité des fournisseurs

Pour la DRH :

- Les paies, et les charges sociales
- La gestion administrative du personnel
- La formation
- Les relations sociales

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent un accord-cadre de prestations intellectuelles pour l'élaboration de cartographies et plans d'actions en transfert de compétence.

Ces études sont élaborées par phases :

Phase(s)	Prestations forfaitaires
Phase 1	Élaboration de la cartographie commune aux CCIT et plan d'actions de base
Phase 2	Élaboration de la cartographie CCI de région, focus sur les fonctions supports, et plan d'actions de base
Phase(s)	Unités d'œuvres à bon de commande
Phase 3	Adaptation de la cartographie et plan d'action de base pour une CCI
Phase 4	Préfiguration d'un code de conduite régional
Phase 5	Formation du personnel CCI à la mise à jour de la cartographie
Phase 6	Assistance CCI à la mise à jour de la cartographie
Phase 7	Autres prestations liées à l'objet du marché

Ces études s'exécuteront sur la base des articles 3 et 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi Sapin II).

1.2 - Périmètre

Centrale d'achats :

Conformément au 8° de l'article L711-8 du Code de Commerce, la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) assure une fonction de centrale d'achats au sens de l'article L2113-2 du Code de la Commande Publique. Tous les marchés passés par la CCI de région dans le cadre de sa fonction de centrale d'achats sont soumis aux règles édictées par les règles de marchés publics en vigueur. Les pouvoirs adjudicateurs (CCIT) qui acquièrent des fournitures et des services auprès de la centrale d'achats de la CCI de région sont dispensés de leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence.

Liste des membres de la Centrale d'achats

- CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes
- CCI Locale Beaujolais
- CCI de l'Ain
- CCI de l'Ardèche
- CCI de l'Allier
- CCI du Beaujolais
- CCI du Cantal
- CCI de la Drôme
- CCI de Grenoble

- CCI Nord-Isère
- CCI de la Haute-Loire
- CCI de Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne
- CCI du Puy-de-Dôme
- CCI de Savoie
- CCI de la Haute-Savoie

Le périmètre déployé peut évoluer en fonction de l'évolution du périmètre de la Centrale d'achat et de la carte administrative des CCI.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par la CCIR ou par une CCIT.

Chaque CCIR/T émet ses propres bons de commande pour les prestations qui la concerne.

Lieu(x) d'exécution principale :

- CCIR AUVERGNE-RHONE-ALPES - 32 Quai Perrache - 69002 LYON
- Site du titulaire
- En distanciel
- Sites des CCIT le cas échéant

1.3 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum de 89 000 €HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum de l'accord-cadre s'entend toutes prestations confondues et toutes CCI confondues, pour toute la durée du marché (mises à jour des cartographies y compris).

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés principalement par la CCIR ou par la CCIT concernée en fonction des phases.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI)
- Le bordereau des prix forfaitaires et unitaires et le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.3 – Délais d'exécution

L'exécution des prestations débutent dès la notification du marché, avec une réunion de lancement et la remise d'un projet de note de cadrage.

Lors de la réunion de lancement, les deux parties accordent une date limite de remise des livrables sur lesquels le titulaire s'engage.

Cette disposition fera l'objet de la remise à jour d'une note de cadrage validée par les deux parties.

L'objectif est de finaliser d'ici mi 2025 :

- la cartographie pour la CCI de région incluant les fonctions supports,
- la cartographie pour une CCI type (siège + centre de formation + 1 établissement SIC géré)
- la préfiguration d'un code de conduite régional

A compter de la remise de ces livrables, les autres CCI pourront si elles le souhaitent, commander les prestations pour personnaliser leur cartographie locale sur la base du modèle.

Les autres délais d'exécution seront définis dans le bon de commande et ne pourront en aucun cas dépasser les délais maximums prévus par le titulaire dans son cadre de réponse technique.

Lors des périodes de reconduction, chaque CCI pourra commander, par émission de bon de commande, la mise à jour de sa cartographie. Le bon de commande définira le délai de remise de la mise à jour.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires, des unités d'œuvres forfaitaires et des prix unitaires selon les stipulations du bordereau des prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement y afférents, de réunion, les droits de cession, les frais de production et remise des livrables, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés en euros hors taxe, auxquels s'ajoute le taux de la TVA applicable. Dans le cas où différents taux de TVA seraient applicables, le titulaire décompose son prix en fonction de la TVA applicable.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = + 100.0\% (010546416 (n) / 010546416 (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index 010546416 « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 69.10 - Services de conseil et représentation juridique.

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE, afin d'assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant. Lorsqu'aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de commun accord entre le titulaire et la CCI. La CCI notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus par le présent document.

6.3 - Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement des prix sera limitée à une augmentation de 3 % maximum l'an.

6.4 - Clause de sauvegarde

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée de l'accord-cadre, à la date du changement de prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation moyenne des prix HT applicables à l'accord-cadre de plus de 6%.

6.5 - Clauses seuil de déclenchement

La révision de prix ne s'appliquera que lorsque l'incidence de la révision sera supérieure ou égale à 1% du montant des prix initiaux.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le paiement des prestations s'effectue dans les conditions définies ci-dessous :

Phase(s)	Prestation	Référence BPU	Modalités de paiement
Phase 1	Élaboration de la cartographie commune aux CCIT et plan d'actions de base	Prix P1	-Paiement de 20% du prix forfaitaire à l'issue de la réunion de lancement -Paiement de 80% du prix forfaitaire à compter de la date de restitution du livrable
Phase 2	Élaboration de la cartographie CCI de région, focus sur les fonctions supports et plan d'actions de base	Prix P2	
Phase 3	Adaptation de la cartographie à partir du modèle commun et plan d'actions de base pour une CCIT type	Prix P3	
Phase 4	Préfiguration d'un code de conduite régional	Prix P4	Après exécution des prestations
Phase 5	Formations du personnel CCI à la mise à jour de la cartographie (référénts probités)	Prix P5	Après exécution des prestations
Phase 6	Assistance CCIT/CCIR à la mise à jour de la cartographie (en cas d'évolution de l'activité)	Prix P6	Paiement à compter de la date de restitution du livrable
Phase 7	Autres prestations liées à l'objet du marché / Coût journée	Prix P7 à P9	Après exécution des prestations

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'CCI de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire

et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Numéro d'engagement juridique : 2569R01MP

ETABLISSEMENT	ADRESSE		EMAIL COMPTABILITE FOURNISSEUR	SIRET	SERVICES CHORUS
CCI REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES	TSA n° 30001	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-ccir@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	13002269200011	ETB100
CCI AIN	TSA n° 40002	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-ain@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	18013001500019	ETB100
CCI ALLIER	TSA n° 80060	69221 LYON CEDEX 02	Fournisseurs-allier@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	13002286600011	ETB100
CCI ARDECHE	TSA n° 50003	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-ardecche@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	13001400400019	ETB100
CCI DROME	TSA n° 60004	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-drome@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	18263001200017	ETB100
CCI GRENOBLE	TSA n° 70005	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-grenoble@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	18383001700210	ETB100
CCI NORD ISERE	TSA n° 80006	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-nord-isere@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	18383002500015	ETB100
CCI LYON METROPOLE	TSA n° 31000	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-lyon@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	13002170200019	ETB100
CCI SAVOIE	TSA n° 40011	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-savoie@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	18733001400015	ETB100
CCI BEAUJOLAIS	TSA n° 30010	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-beaujolais@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	13002269200367	ETB101
CCI HAUTE-SAVOIE	TSA n° 50012	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-haute-savoie@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	18743001200067	ETB100
CCI CANTAL	TSA n° 90061	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-cantal@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	18150001800039	15C100
CCI HAUTE LOIRE	TSA n° 10062	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-haute-loire@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	13001313900014	43H100
CCI PUY DE DOME	TSA n° 20063	69221 LYON CEDEX 02	fournisseurs-puy-de-dome@auvergne-rhone-alpes.cci.fr	13000772700014	ETB100

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux

d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Vérifications et décision après vérification

La CCI effectue les opérations de vérifications conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

NOTA : par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG-PI, même si une admission des prestations a eu lieu, le titulaire devra modifier les cartographies de risques et plan d'actions en cas de contrôle de l'AFA, lorsque dans son rapport sont pointés des dysfonctionnements autres que ceux relevés par la cartographie et sans qu'il y ait de prix supplémentaire à payer.

11 – Arrêt de l'exécution par phase

En application de l'article 22 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations du titulaire qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases décrites au présent article du CCP.

Conformément à l'article 38.3 du CCAG-PI, la décision d'arrêter l'exécution des prestations emporte la résiliation du marché sans indemnité.

12 - Droit de propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif à l'CCI, conformément au Code de propriété intellectuelle, l'intégralité des droits d'auteur afférent à toute création, objet de la commande et aux versions intermédiaires fournies à l'CCI.

La présente cession comprend les droits de reproduction, de représentation ainsi que tous les droits d'adaptation, de transformation, d'arrangement et de destination, pour tout usage et pour toute exploitation directs ou indirects, quel qu'en soit le mode et ce, à quelque titre que ce soit, sous toutes ces formes, dont l'exercice est exigé par les contraintes techniques de ces productions ou représentations.

Les droits d'adaptation et de reproduction cédés comprennent :

- le droit de reproduire et/ou de faire reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie de la création sur tous supports et par tous procédés connus ou inconnus, actuels ou futurs, notamment papier, mécanique, analogique, numérique, optique, informatique ou électronique ainsi que par tous réseaux de télécommunication actuels ou futurs ;

- le droit d'adapter ou de représenter la création sur tous supports et par tous procédés connus ou inconnus, actuels ou futurs, notamment papier, mécanique, analogique, numérique, optique, informatique ou électronique ainsi que par tous réseaux de télécommunication actuels ou futurs ;

- le droit de modifier, assembler, modéliser, transcrire et numériser la création et d'effectuer toutes les opérations nécessaires à la reproduction, l'adaptation et la représentation de la création sur tous supports connus ou inconnus, actuels ou futurs, notamment papier, mécanique, analogique, numérique, optique, informatique ou électronique ainsi que par tous réseaux de télécommunication actuels ou futurs ;

Le droit de représentation cédé comprend :

- le droit de représenter ou de faire représenter la création au sein des supports, quels qu'ils soient, dans lesquels il sera incorporé ;

- le droit de communiquer la création au public et de la mettre à la disposition du public. Ce droit de représentation vaut pour toute manifestation à caractère public ou privé, à caractère commercial ou non commercial, et à caractère durable ou temporaire ;

Les droits de représentation concernent la création sur tous supports connus ou inconnus, actuels ou futurs, notamment papier, mécanique, analogique, numérique, optique, informatique, télématique ou électronique ainsi que sur tous réseaux de télécommunication actuels ou futurs tels que l'internet, un réseau de télématique et pour tous moyens de télédiffusion, gratuite ou non, pour un usage aussi bien privé que public.

Les droits cédés ci-dessus comprennent également le droit de reproduire, de représenter et d'exploiter, à des fins de commercialisation et à des fins de promotion ou de publicité, tout ou partie de la création sur tout produit, imagerie, carterie, dans des revues, journaux, magazines, pour la réalisation de tout objet.

Les droits de la création sont cédés à titre exclusif par le prestataire aux CCI pour le monde entier, pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle, telle que cette durée est fixée d'après les législations tant française qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée. La présente cession de droit vaut également pour toutes les versions révisées, augmentées, dérivées, modélisées, étrangères et survivra à la cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit.

Le prix de la cession est compris dans le prix du marché.

Le titulaire garantit aux CCI l'exercice paisible des droits cédés. Il s'engage à faire cesser et à la garantir contre les troubles causés par des tiers dans la libre exploitation de ses droits.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00% du montant total de l'accord-cadre.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-PI.

Les pénalités ne présentent pas de caractère libératoire. Le titulaire ne saurait se considérer libéré de ses obligations contractuelles, du fait du paiement desdites pénalités. L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer le préjudice subi par l'acheteur du fait de l'inexécution par le titulaire de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Circonstances exceptionnelles

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et normative

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des prestations figurant au bordereau de prix, et/ou en l'ajout d'une ou plusieurs prestations non prévues au bordereau de prix.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des prestations.

Modifications de périmètre

Modification du périmètre : ajout ou suppression de CCI, ou d'établissements gérés par les CCI.

Cette (ces) modification(s) contractuelle sera (ont) entérinée(s) par voie d'avenant.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à **fournir tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme **E-ATTESTATIONS** mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles

20 – Clauses techniques particulières

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

20.1 - Prestations attendues et méthodologie d'intervention

Le titulaire réalisera les prestations par phases, avec un démarrage concomitant des phases 1 et 2.

	Prestation	Livrables attendus
--	------------	--------------------

Réunion de lancement et état des lieux	-Participation en présentiel à la réunion de lancement et présentation d'une note de cadrage de la mission. -Recueil des documents et informations	• Note de cadrage de la mission : objectifs, enjeux, gouvernance, intervenants, calendrier, jalons.
Formation des référents probités des CCI (optionnel)	Sessions de formation des référents probité de chaque CCI en distanciel ou en présentiel	• Organisation de sessions à la demande
Phase(s)	Prestation	Livrables attendus
Phase 1	Élaboration de la cartographie commune aux CCIT et plan d'actions de base	• Modélisation d'une cartographie commune aux CCIT • Plan d'actions de base
Phase 2	Élaboration de la cartographie CCI de région, focus sur les fonctions supports, et plan d'actions de base	• Modélisation d'une cartographie CCI de région et focus sur les fonctions supports DSI-DAF-MARCHES-RH • Plan d'actions de base
Phase 3	Adaptation de la cartographie à partir du modèle commun et plan d'actions de base pour une CCIT	• Cartographie d'une CCIT et son plan d'action
Phase 4	Préfiguration d'un code de conduite régional	• Cadre rédactionnel d'un code de conduite régional
Phase 5	Formation du personnel CCI à la mise à jour de la cartographie (référents probité)	• 1 à 2 sessions de formation • Documentation formation
Phase 6	Assistance CCIT/CCIR à la mise à jour de la cartographie (en cas d'évolution de l'activité)	• Adaptation de la cartographie pour une CCIT/CCIR
Phase 7	Autres prestations liées à l'objet du marché / Coût journée	<i>A préciser</i>

20.2 - Méthodologie d'intervention

La méthodologie d'intervention du titulaire s'effectue dans le respect des recommandations de l'AFA au réseau des CCI.

Pour ce faire, le titulaire s'appuiera principalement sur le Guide pratique à l'attention des Chambres de Commerce et d'Industrie pour la mise en place d'un dispositif de prévention et de détection des atteintes à la probité, dont notamment son article 2 - Méthode d'élaboration de la cartographie des risques d'atteinte à la probité, du PILIER II - Cartographie des risques d'atteintes à la probité (voir annexe 1 du CCP)

Il pourra s'appuyer aussi sur l'Avis relatif aux recommandations de l'AFA destinées à aider les personnes morales de droit public et de droit privé à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêts, de détournement de fonds publics et de favoritisme (publication JORF n°0010 du 12 janvier 2021), ainsi que sur les guides et fiches pratiques disponibles dans le site de l'AFA : <https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/fr/guides-et-fiches-pratiques>

20.2.1 - Phase préparatoire : état des lieux, réunion de lancement et formation

Après la notification, le titulaire proposera à la CCIR une date pour la tenue de la réunion de lancement de l'accord-cadre. Cette date aura lieu, au plus tard, dans un délai de 2 semaines à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Lors de la réunion de lancement, les parties échangent notamment :

- sur la méthodologie d'intervention du titulaire telle qu'il l'a définie dans son cadre de réponse technique et en accord avec les recommandations de l'AFA,
- sur la date limite de remise des livrables sur lesquels le titulaire s'engage.

Lors de cette phase, le titulaire fait un recueil de tous les documents utiles et nécessaires à l'élaboration des cartographies de risques.

À titre d'information, la majorité des sites web des CCI disposent d'un onglet « ma CCI » qui permet aux visiteurs d'avoir accès aux informations réglementaires et relatives à leur gouvernance, qui pourraient être utiles à l'élaboration des cartographies :

CCIR Auvergne-Rhône-Alpes : <https://www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr/>

CCIL Beaujolais : <https://www.beaujolais.cci.fr/>

CCIT Ain : <https://www.ain.cci.fr/>

CCIT Allier : <https://www.allier.cci.fr/>

CCIT Ardèche : <https://www.ardecche.cci.fr/>

CCIT Cantal : <https://www.cantal.cci.fr/>

CCIT Drome : <https://www.drome.cci.fr/>

CCIT Grenoble : <https://www.grenoble.cci.fr/>

CCIT Lyon : <https://www.lyon-metropole.cci.fr/>

CCIT Nord Isère : <https://www.ccinordisere.fr/>

CCIT Haute Loire : <https://www.hauteloire.cci.fr/>

CCIT Puy de Dôme : <https://www.puy-de-dome.cci.fr/>

CCIT Savoie : <https://www.savoie.cci.fr/>

CCIT Haute Savoie : <https://www.haute-savoie.cci.fr/>

La CCIR et les « 4 CCI pilotes » participant au groupe de travail transmettront au titulaire toutes les informations et éléments nécessaires à l'élaboration de la cartographie des risques et du plan d'actions, que le titulaire aura préalablement demandés.

Le titulaire effectuera un recensement des processus existants. Chaque CCI transmettra au titulaire, entre autres, les éléments suivants :

- Processus achats (service régionalisé)
- Processus RH (service régionalisé)
- Subventions, propres à chaque CCI
- Déclarations intérêts, propres à chaque CCI

Le titulaire s'engage à ne demander que les informations qui sont strictement nécessaires à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Le titulaire proposera le cas échéant, des sessions de formation à la demande pour les référents probité de chaque CCI.

20.2.2 - Phases 1 et 2 – Élaboration d'une cartographie de risques commune à toutes les CCI, de la CCI de région et des fonctions supports, et plans d'actions de base

Le titulaire établit une cartographie et plan d'actions de base comportant les risques et les plans d'actions communs à toutes les CCI.

Le titulaire veillera à effectuer les prestations suivantes tel que défini par l'AFA :

- Une identification des risques
- Une identification des personnes particulièrement exposées aux risques d'atteintes à la probité
- Une cotation des risques
- Une hiérarchisation des risques par typologie pour établir la criticité de chaque risque

Concernant l'identification des personnes particulièrement exposées aux risques d'atteintes à la probité, le titulaire portera une vigilance particulière aux rapports entre les CCI et ses entités contrôlées (écoles, association, sociétés...)

À titre d'information, les 14 CCI contrôlent environ 40 entités.

Concernant l'identification des risques et des personnes particulièrement exposées aux risques d'atteintes à la probité, le titulaire privilégiera les échanges par visioconférence. Dans tous les cas, le titulaire s'engage à respecter la méthodologie d'intervention qu'il aura définie dans le cadre de réponse technique.

La cartographie et le plan d'action adaptés sont restitués lors d'une réunion dédiée en présentiel à la CCIR.

20.2.3 - Phase 3 – Assistance à l'adaptation de la cartographie et plan d'actions de base pour chaque CCI avec restitution

A la demande de chaque CCI, le titulaire assiste la CCI dans l'adaptation de la cartographie et du plan d'actions de base lorsqu'il considère qu'il est nécessaire de faire des modifications, ajouts ou suppressions de certains éléments (en fonction des spécificités, activités, missions particulières, modes d'organisation propres à chaque CCI ou autres)

La cartographie et le plan d'action adaptés sont restitués à chaque CCI lors d'une réunion dédiée.

20.2.4 - Phase 4 – Préfiguration d'un code de conduite régional

Le titulaire animera un atelier de travail en présentiel à la CCIR, avec les « 4 CCI Pilotes », en vue d'élaborer un code de conduite régional et proposera un cadre rédactionnel type à ajuster par le réseau.

20.2.5 - Phase 5 – Formation du personnel CCI à la mise à jour de la cartographie et du plan d'action

Le titulaire assurera :

- 1 session de formation des référents « 4 CCI Pilotes » à la mise à jour de la cartographie et du plan d'action
- 1 à 2 sessions de formation pour les autres référents des CCI ou personnes désignées par la CCI pour la mise à jour de la cartographie et du plan d'actions

20.2.6 - Phase 6 - Mise à jour des cartographies

Sur demande d'une CCI et pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire :

- Assiste le référent CCI dans la mise à jour de sa cartographie et de son plan d'action
- Ou effectue pour le compte de la CCI une mise à jour de sa cartographie et de son plan d'actions

20.2.7 - Phase 7 - Prestations annexes

Chaque CCI pourra commander, des prestations annexes à l'élaboration d'une cartographie et du plan d'actions, par l'émission de bon de commande et selon le coût journalier mentionné dans le bordereau de prix unitaires.

Le titulaire devra au préalable évaluer le nombre de jours nécessaire pour l'exécution des prestations (nombre entités rattachées, périmètre, fonctions dirigeants, élus...) et le type de profil adapté.

Les CCI pourront avoir recours au coût journalier du bordereau des prix unitaires pour toute prestation en lien avec l'objet du marché.

20.3 - Obligation de confidentialité

Le titulaire et les CCI qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou des CCI, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire porte une attention particulière à la confidentialité des éléments qui lui sont transmis dans le cadre du marché et est réputé avoir pris connaissance de cette obligation au moment de la remise de son offre, étant donné qu'il aura préalablement accepté et signé les attestations de confidentialité nécessaires à la régularité de son offre.

Afin de réaliser une cartographie des risques et plan d'actions pour une entité rattachée, le titulaire signe un accord de confidentialité avec l'entité rattachée en question.

Sont couverts par cette obligation de confidentialité toutes les informations ou documents transmis par les CCI au titulaire pour l'exécution des prestations qui ne sont pas accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

20.4 - Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu de réaliser des cartographies de risques d'atteintes à la probité répondant aux objectifs préconisés par l'AFA (voir annexe : Guide pratique à l'attention des Chambres de Commerce et d'Industrie pour la mise en place d'un dispositif de prévention et de détection des atteintes à la probité, dont notamment son article 1 : Les objectifs de la cartographie des risques d'atteinte à la probité » du PILIER II - Cartographie des risques d'atteintes à la probité »).

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention de ces objectifs. Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations. Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

20.5 - Interlocuteurs des CCI et du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe la CCI à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur. La CCI pourra demander le changement de l'interlocuteur unique lorsqu'il ne répond pas aux exigences des pièces contractuelles. Le titulaire devra proposer un profil en accord aux exigences des différentes pièces dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande faite par l'CCI.

Les interlocuteurs du titulaire sont les Directeurs généraux et les Référents probité des CCI.

Ils pourront se faire assister par un ou plusieurs salariés désignés afin de répondre aux demandes du titulaire.

En cas de changement, la CCI en informe le titulaire en lui fournissant les coordonnées du nouvel interlocuteur.

20.6 - Livrables : modalités de remise et formats acceptés

Le titulaire transmet chaque livrable aux CCI concernées et l'ensemble des livrables à la CCIR aux interlocuteurs suivants :

- référent probité de la CCIR
- référent du dispositif conformité/anticorruption

Le titulaire, pour chaque CCI, remettra une cartographie des risques et plan d'actions sous format Excel, Word ou tout autre format modifiable et qui permettra sa mise à jour conformément à la réglementation. Tout format non modifiable pourra être refusé par chaque CCI.

Il fournira, en complément, une présentation Power Point qui résumera les points clés de chaque cartographie ainsi que de son plan d'actions pour permettre sa diffusion aux acteurs concernés.